

# Thur et Doller



**BATI-CHAUD**  
CHAUFFAGE - SANITAIRE  
À votre service depuis 67 ans

Pompe à chaleur air-eau et hybride gaz  
Chaudière gaz THPE  
Salle de bain « clé en main »

71 rue de Battenheim 68170 RIXHEIM  
03 89 61 95 44 info@bati-chaud.fr

425719400

Vallon du Soultzbach

## Face aux effectifs scolaires en berne, un élargissement du RPI à l'étude

La baisse de la démographie fait peser de lourdes incertitudes sur l'avenir du Regroupement pédagogique intercommunal dans le vallon du Soultzbach, où plane la menace d'une fermeture de classe. Un rapprochement avec Guewenheim est à l'étude.

« Dans ce genre de situation, mieux vaut être proactif, et ne pas attendre qu'une fermeture de classe vous tombe dessus pour agir et sauver ce qui peut l'être. » Franck Dudt, maire du Haut-Soultzbach, se veut combatif et volontaire, même si, de son propre aveu, rien n'est encore acquis. Dans le vallon du Soultzbach comme dans beaucoup d'autres territoires, en particulier en milieu rural, la baisse de la démographie a de lourdes conséquences sur les effectifs scolaires, et donc sur de possibles fermetures de classes dans les écoles et RPI (Regroupements pédagogiques intercommunaux). La commune nouvelle du Haut-Soultzbach (regroupant Mortzwiller et Soppe-le-Haut), où un RPI est en place depuis 1989 avec Soppe-le-Bas, ne fait pas exception. « Ce



Afin d'éviter de futures fermetures de classes, les élus du Haut-Soultzbach et de Soppe-le-Bas étudient les modalités d'un élargissement de leur RPI en direction de Guewenheim. Photo S.C.

n'est pas un secret, nos effectifs scolaires sont en tension, en particulier depuis la période Covid. Il y a deux ans, nous avions déjà eu une première alerte, avec la fermeture d'une classe bilingue en maternelle. Et en début d'année, le Conseil départemental de l'Éducation nationale projetait la fermeture d'une classe bilingue en élémentaire pour cette rentrée 2024 », rappelle le maire. Face à l'urgence, un entre-

tien fut sollicité avec le Directeur académique des services de l'Éducation nationale (Dasen).

### Une quarantaine de postes à récupérer sur le département

Le rendez-vous, auquel a pris part Fabian Jordan, président de l'Association des maires du Haut-Rhin, eut lieu le 16 février. « Nous y sommes al-

lés avec l'espoir d'obtenir le maintien de notre classe, ce d'autant plus que nous avons été parmi les premiers à réagir, et que nous n'étions vraiment pas loin des seuils », souligne Franck Dudt.

La rencontre, qui va durer une bonne heure, s'achèvera sur un demi-succès : « Le Dasen a accepté de couper la poire en deux, avec un demi-poste supprimé, et des emplois du temps adaptés pour les élèves de bilingue », résume le maire. « C'est un moindre mal, ce d'autant plus que le Dasen nous a dit qu'il devait récupérer une quarantaine de postes sur le département. Il a été très clair : soit nous évoluons, soit nous pouvons déjà réfléchir à l'avenir de nos bâtiments scolaires. »

L'évolution envisagée pourrait prendre la forme d'un RPC, Regroupement pédagogique concentré, comme cela se fait déjà à Fellingering, Mollau, Storckensohn et Urbès. Les maires des communes alentour ont ainsi été sollicités. Soppe-le-Bas s'est prononcé favorablement, mais Lauw et Sentheim ont indiqué ne pas être intéressés, une direction commune étant déjà en place dans leurs écoles.

### Un moratoire de deux ans sur les fermetures de classes

Reste Guewenheim, qui se retrouverait avec le même problème d'effectifs scolaires à moyen terme, une multiplicité des niveaux par classe, et où le bâtiment de l'école maternelle souffre en prime de problèmes thermiques. Cette piste de travail a été soumise il y a quelques jours aux élus guewenheimois.

En attendant, une lettre commune entre les trois villages concernés a été envoyée au Dasen afin de demander un moratoire de deux ans sur les fermetures de classes, en échange de l'engagement à avancer sur le projet d'élargissement du RPI. « Nous avons demandé un délai de deux ans, car nous n'aurons pas le temps de mettre en place quelque chose pour la rentrée prochaine. Ce genre de discussions prend du temps, et rien ne nous dit que nous pourrions aboutir », explique Franck Dudt. « De plus, les parents d'élèves ne comprendraient pas qu'on leur demande des efforts, mais qu'en parallèle on ferme quand même des classes. »

Dans l'attente d'une réponse à leur missive, les élus ont déjà commencé à étudier les effectifs scolaires et l'évolution des âges. « On arriverait quasiment partout à des classes à un niveau », assure le maire, pour qui l'objectif serait également d'améliorer la pédagogie. « En tout cas, il faudra à l'avenir de plus en plus songer à des convergences. Quand on entend le gouvernement évoquer 4 000 suppressions de postes dans l'enseignement, on y sera bien forcé. »

● Stéphane Cardia

Thann

## Violences conjugales : aider à briser le silence

Ce mardi 5 novembre, le centre socioculturel de Thann organisait une soirée sur le thème des violences conjugales. Une trentaine de personnes - travailleurs sociaux, anciennes victimes ou simples citoyens soucieux de s'informer - ont pu apprécier la qualité de cet événement.

Preuve de l'attention croissante portée aux violences conjugales, cinq associations étaient présentes le soir du mardi 5 novembre au centre socioculturel de Thann pour faire connaître leurs actions en faveur des victimes. Le Conseil départemental d'accès au droit propose des consultations juridiques gratuites. L'association Solidarité femmes 68 accueille, écoute, accompagne et héberge femmes et enfants. La Maison de protection des familles est une unité de gendarmerie spécialisée qui va entendre les enfants et former les gen-



La table ronde avec les principaux participants. Photo Christiane Luttringer

darmes à ce type d'accueil. L'association Themis accueille les jeunes jusqu'à 21 ans qui ont des questions sur leurs droits. Enfin, le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles du Haut-Rhin est ouvert aux

femmes concernées.

Après la découverte de ces interlocuteurs, la soirée s'est poursuivie par la projection du film porté par Sarah Barukh, écrivaine, militante et survivante de violences conjugales, et réalisé par Claire

Lajeunie. Il montre la progression, l'emprise du bourreau, la montée de la violence psychologique, verbale, physique, sexuelle qui emprisonnent la victime à travers de nombreux témoignages. Il s'intéresse également aux

hommes violents et leur histoire. Il reste beaucoup de chemin à parcourir, et Sarah Barukh continuera sa lutte pour aider les victimes. « On s'en va si on a l'espoir d'une vie meilleure », conclut-elle.

### Le poids de l'omerta familiale

Le débat suivant le film est animé, les questions relevant souvent le manque de moyens, même s'il y a une amélioration. L'émotion est grande lorsqu'un jeune homme évoque sa propre histoire. Sa mère a mis 40 ans à quitter

un mari violent. Il parle de l'omerta familiale autour de ces violences, de l'état de sidération de sa mère lorsqu'elle a dû porter plainte et de ses propres souffrances morales. Mais aussi celles inscrites dans son corps en raison de problèmes de santé importants et récurrents. Les divers participants ont obtenu des réponses et reconnaissent que le chemin parcouru est positif, même s'il reste insuffisant au regard du travail sur le terrain et au nombre de situations restées sans réponse.

● Christiane Luttringer

### Quelques chiffres

Sarah Barukh a contacté les familles des 125 femmes victimes de féminicides par leurs conjoints pour un de ses livres et pour le film « Vivante(s) ».

En 2023, 444 700 femmes ont été victimes de violences physiques, soit une

augmentation de 7 % par rapport à 2022. Plus de la moitié sont des femmes victimes de violences intra-familiales.

En moyenne, en France, une femme est tuée par son conjoint ou son compagnon tous les 2 jours.